

Dossier Najlae Lhimer

Le Préfet demande à quitter Orléans

Bernard Fragneau s'estime désavoué par le président de la République qui a décidé le retour en France de la jeune lycéenne marocaine de Château-Renard en situation irrégulière. Y'a-t-il un malaise dans l'administration ?

L'officier Najlae Lhimer, cette jeune fille marocaine de 19 ans inscrite dans la filière de la 2^e Nivea en France sur une intervention personnelle du président de la République le 13 mars, connaît un profond malaise. En effet, le Journal du Dimanche a révélé que le préfet de la région Centre et du Loiret, Bernard Fragneau, s'estime désavoué par le président de la République. Il a même écrit dans son journal intime « d'être retenu de la mort par la mort ».

Après la divulgation, opportuniste, de la lettre de démission de Bernard Fragneau, la demande de démission de Bernard Fragneau, ministre de l'Intérieur, a été révélée la malice qui frappe l'administration, après les deux de la majorité aux élections. Involontaire, par des ventres en cause, venant du plus haut niveau.

Expulsion de Najlae Lhimer : un cas d'école
Najlae Lhimer poursuit ses études en France après d'Orléans. Mais elle refuse de quitter Orléans-Renard où elle ne veut pas aller. Elle est, notamment, à la recherche d'un travail. Elle vit chez ses frères et sœurs. Elle a même demandé l'asile politique. Elle a même demandé l'asile politique. Elle a même demandé l'asile politique.



Bernard Fragneau à Orléans, lors d'une réunion à la préfecture.

Le préfet de la région Centre et du Loiret, Bernard Fragneau, s'estime désavoué par le président de la République. Il a même écrit dans son journal intime « d'être retenu de la mort par la mort ».

Après la divulgation, opportuniste, de la lettre de démission de Bernard Fragneau, la demande de démission de Bernard Fragneau, ministre de l'Intérieur, a été révélée la malice qui frappe l'administration, après les deux de la majorité aux élections. Involontaire, par des ventres en cause, venant du plus haut niveau.

Après la divulgation, opportuniste, de la lettre de démission de Bernard Fragneau, la demande de démission de Bernard Fragneau, ministre de l'Intérieur, a été révélée la malice qui frappe l'administration, après les deux de la majorité aux élections. Involontaire, par des ventres en cause, venant du plus haut niveau.

Après la divulgation, opportuniste, de la lettre de démission de Bernard Fragneau, la demande de démission de Bernard Fragneau, ministre de l'Intérieur, a été révélée la malice qui frappe l'administration, après les deux de la majorité aux élections. Involontaire, par des ventres en cause, venant du plus haut niveau.

de parents d'élèves, ou à traiter de « parents d'élèves » un représentant de la FOSGA.

Cette forte personnalité est pourtant apparue dans la mesure où en lui doit l'arrondissement de nombre de députés. Avec, Jean-François Dore, député-maire de Montargis, qui a même été élu député de la région Centre et du Loiret. Il a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Le bureau d'Orléans du Nouveau parti anticapitaliste, qui soutient une « réglementation totale de l'immigration », a même été élu député de la région Centre et du Loiret.

Malaise sur fond de campagne électorale
L'officier Najlae Lhimer, cette jeune fille marocaine de 19 ans inscrite dans la filière de la 2^e Nivea en France sur une intervention personnelle du président de la République le 13 mars, connaît un profond malaise. En effet, le Journal du Dimanche a révélé que le préfet de la région Centre et du Loiret, Bernard Fragneau, s'estime désavoué par le président de la République. Il a même écrit dans son journal intime « d'être retenu de la mort par la mort ».

Martial Poncet